

## La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ?

Maryvonne Prévot

Le 12 décembre 2011, le conseil d'administration de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) décidait de se déclarer en état de cessation de paiement auprès du tribunal de grande instance de Paris pour conserver la possibilité de poursuivre ses activités dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire. La publication de sa revue *Territoires* était suspendue. La mise à jour du site<sup>1</sup>, une semaine plus tard, devait en réalité acter la fin d'une aventure vieille de plus de cinquante ans<sup>2</sup>, pendant lesquelles cette association a tenté, par des actions d'information et de formation des élus et des techniciens des collectivités territoriales, de nourrir le débat et la réforme autour de trois grands thèmes : le logement et le cadre de vie, le développement local et le renouveau démocratique. D'abord intitulée l'Association démocratique des élus et des animateurs de la vie locale et sociale, l'ADELS naît dans la foulée des élections municipales de 1959. Qui sont ses membres fondateurs ? Quelles en sont les matrices idéologiques et pratiques ? Pourquoi s'investissent-ils dans l'information et la formation des élus sur les enjeux d'aménagement et de cadre de vie ? Comment expliquer le caractère protéiforme de l'ADELS et la difficulté persistante à en définir les contours ? L'ADELS paraît en effet une association *pour* militants multi-positionnés par ailleurs bien davantage qu'une association *de* militants se revendiquant d'abord, voire exclusivement, de l'ADELS. Si faire l'histoire de l'ADELS, c'est obligatoirement s'appuyer sur les archives propres à l'organisation, alors cette histoire est à ce jour impossible. La question reste posée de leur existence, même lacunaire et dispersée<sup>3</sup>. Il ne peut s'agir ici que d'esquisser une histoire « en creux » des tout débuts de l'ADELS, au travers des archives, écrites ou orales, des autres histoires qui l'ont inspirée et constituée. Il y a celle du PSU<sup>4</sup>, celles des mouvements familiaux

---

<sup>1</sup> <http://www.adels.org/>

<sup>2</sup> Cf. « La passion du local. Histoire de cinquante ans d'engagement politique à l'ADELS », colloque des 6 et 12 juin 2009 (<http://calenda.org/197220>).

<sup>3</sup> L'Institut Tribune du socialisme (ITS), rue Malher à Paris, conserverait quelques fonds, non classés. Les archives municipales de Lyon conservent les fonds André et Andrée Chazal (cote 222 II 86), principaux animateurs de l'ADELS-Rhône-Alpes, seule émanation provinciale durable d'une association demeurée essentiellement parisienne.

<sup>4</sup> Lire Tudy Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2009 ; Éric Bélouet, Tangy Cavalin, « La composante chrétienne du PSU : une mosaïque éclatée », et Maryvonne Prévot, « Décoloniser la province : le PSU et les collectivités locales dans les années 1960 et 1970 », dans Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin, Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, p. 31-43 et p. 131-143.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

chrétiens<sup>5</sup>, des chrétiens progressistes<sup>6</sup>, de certaines catégories d'action publique<sup>7</sup>. Il y a encore la sociohistoire des organismes d'études, d'ingénierie urbaine, de planification, de conseil et de développement des territoires, publics et privés, qui s'amorce véritablement depuis quelques années<sup>8</sup>. C'est donc en se plaçant délibérément au carrefour de plusieurs histoires jusqu'ici trop peu croisées – celle des recompositions religieuses, politiques et militantes d'une part, et celle de la « fabrique » technicienne de la ville contemporaine de l'autre –, que nous relirons et relierons les motivations et les circonstances de la naissance de l'ADELS, en juillet 1959, et ses premières années d'existence, en nous fondant sur les trajectoires militantes et professionnelles de ses principaux membres fondateurs<sup>9</sup>.

## **Les fondateurs de l'ADELS : les plus politiques des chrétiens<sup>10</sup> ?**

### **Des chrétiens progressistes acteurs de la naissance de la « nouvelle gauche »**

Roger Beaunez, premier permanent et premier président de l'ADELS élu le 3 juin 1961, témoigne :

« L'ADELS première formule a été créée dans la foulée des élections municipales de 1959, sur l'initiative de l'UGS (Union de la gauche socialiste) qui regroupait essentiellement le Mouvement de Libération du Peuple (MLP) et la Nouvelle gauche. Elle est surtout l'œuvre de militants politiques et associatifs présents et actifs au plan local. Ainsi trouve-t-on Claude Néry (venant de la JEC [Jeunesse étudiante

<sup>5</sup> Nous avons puisé quantité d'informations sur les acteurs de l'ADELS et les structures liées à l'ADELS dans les 15 *Cahiers du Groupement pour la recherche sur les Mouvements Familiaux (GRMF)*. Animé par Michel Chauvière, Bruno Duriez et Georges Tamburini, ce groupement a rassemblé chercheurs, anciens militants et/ou responsables des différentes organisations issues de la Ligue ouvrière chrétienne (LOC).

<sup>6</sup> Lire, par exemple, Yvon Tranvouez, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien 1950-1955*, Paris, Le Cerf, 2000 ; Tangy Cavalin, Nathalie Viet-Depaule, *Une histoire de la Mission de France 1941-2002. La riposte missionnaire*, Paris Karthala, 2007 ; Tangy Cavalin, Nathalie Viet-Depaule, Charles Suaud (dir.), *De la subversion en religion*, Paris, Karthala, 2010.

<sup>7</sup> Par exemple, Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Le Seuil, 2006 ; Gwenaëlle Le Goullon, *Les grands ensembles. Genèse d'une politique publique 1945-1962*, Tours, éditions du CTHS, 2014.

<sup>8</sup> Thomas Reggazzola, *Recherche autour d'une amnésie : l'action des bureaux d'études au cours de la période 1950-1975*, Paris, Association Orélie/Délégation à la Recherche et l'Innovation ministère de l'Urbanisme et du Logement, 1988 ; Viviane Claude, *Les fonctions « études » et l'administration de l'urbanisme. Fonction centrale contre fonction diffuse (1954-1969)*, Paris, Plan Construction et Architecture, 1994, 107 p. ; Maryvonne Prévot (dir.), *Les agences d'urbanisme en France : l'expérimentation, l'innovation et leurs limites*, n° spécial de la revue *Territoire en mouvement*, 2007, 130 p. ; « Les agences d'urbanisme : perspectives de recherche et premiers résultats autour d'un nouvel objet », dans *Métropoles*, n° 3, 2008, (<http://metropoles.revues.org>), pp. 1-26 ; *Catholicisme social et urbanisme. Maurice Ducreux et la fabrique de la Cité (1924-1985)*, Rennes, PUR, 2015 ; Frédéric Saunier, *Histoire d'une pionnière (1965-2010). L'agence d'urbanisme du Havre et de l'Estuaire de la Seine*, Rouen, Éditions des Falaises, 2011.

<sup>9</sup> Cf. tableau de synthèse en annexe au contenu duquel les noms entre parenthèses dans le corps du texte renverront systématiquement.

<sup>10</sup> Cf. propos de Marc Heurgon, à propos d'Henri Longeot dans son *Histoire du PSU*, tome 1 : *La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994. Lire aussi Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ*, Paris, Le Seuil, 2013.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

chrétienne]), Pierre Fresson (mouvance de la JOC [Jeunesse ouvrière chrétienne]), Jean Mazot (venant du scoutisme), Jo Gruber (artisan verrier, d'origine protestante et Jeune République (JR)), Jean-Louis Palierne (venant de la JEC) et Serge Antoine (Cour des Comptes)<sup>11</sup>. »

Les fondateurs de l'ADELS appartiennent en très grande majorité à la première génération de l'Action catholique qui a connu l'essor des mouvements spécialisés (Action catholique ouvrière [ACO], JOC, JEC, Jeunesse agricole chrétienne [JAC]) dans l'entre-deux-guerres. Tous ont été ensuite durablement façonnés par les réflexions critiques, à l'exemple du mouvement Jeunesse de l'Église (JDE) pour le couple Janodet<sup>12</sup>, sur l'apostolat chrétien dans le monde moderne et sur la place respective des prêtres et des laïcs dans la société chrétienne et dans la société en général. Ils l'ont été tout autant par l'expérience indélébile de la guerre où ils se sont mêlés – par l'épreuve des combats ou de la Résistance (Alvergnat, Beaunez, Belleville, Tamburini, Longeot) – à des militants qui ne se paraient pas de justifications religieuses pour réaliser pleinement leur idéal de fraternité et d'espérance ; ils l'ont été, enfin, par leur engagement intense, au sein du mouvement missionnaire, auprès de Fils de la Charité (Beaunez, Gontcharoff), de la Mission de France (MDF) et de laïcs confrontés à l'influence communiste alors à son apogée au sein du monde ouvrier. Dans un contexte de guerre froide et de droitisation du Mouvement républicain populaire (MRP), ils sont d'abord contraints de se définir par rapport au PCF. La SFIO, compromise dans la politique gouvernementale et viscéralement laïque dans ses convictions, n'exerce alors aucune attraction. Pour ce faire, tous ont pris part au très complexe processus de naissance puis d'unification de ce que l'on nomme trop rapidement « la nouvelle gauche », alors que le pluriel s'imposerait pour qualifier la mosaïque d'identités militantes, sociologiques et culturelles qui composaient ces courants pluriels. Ils ont donné naissance à une gauche ouvriériste, sociale et morale, chrétienne dans ses origines mais douloureusement divisée<sup>13</sup> parfois, et sans organisation de masse dotée d'un programme politique, contrairement au PCF. Dans les années 1950, cette « nouvelle gauche » englobe essentiellement la Jeune République issue du Sillon, le groupe Reconstruction autour de Paul Vignaux, le Mouvement de Libération du Peuple (MLP), auquel la plupart des fondateurs de l'ADELS ont appartenu, le journal *Témoignage chrétien*, la revue *Esprit* ou encore le mouvement Économie & Humanisme (E&H)<sup>14</sup>. Pour Éric Bélouet et Tangy Cavalin<sup>15</sup>, une distinction s'impose toutefois entre deux sous-ensembles : la filière ouvrière catholique d'une part et, de l'autre, l'ensemble plus hétéroclite, diffus et fondamentalement politique – au sens où « le rapport à la classe ouvrière

<sup>11</sup> Roger Beaunez, « Une politique de l'agir. Stratégie et pédagogie du Mouvement populaire des familles 1940-1955 », *Cahiers du GRMF*, n° 10, 1997, p. 31.

<sup>12</sup> Cf. le tableau de synthèse en annexe.

<sup>13</sup> En 1951, le MLP, issu de la déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles (MPF) et plus lointainement de la Ligue ouvrière chrétienne (LOC), vit une scission très douloureuse lorsqu'une grosse minorité, plus soucieuse de formation et de promotion ouvrière que d'action politique aux côtés du PCF, s'en va créer le Mouvement de libération ouvrière (MLO). Ses militants s'engagent aussi dans la vie sociale de leur quartier et le MLO édite des journaux comme *Combat ouvrier* ou *Vie populaire*. Au début des années 1970, le MLO fusionnera avec le Centre de culture ouvrière (CCO), où militent Pierre Belleville et André Chaudière, pour fonder *Culture et Liberté*. Tous sont ou seront partenaires de l'ADELS.

<sup>14</sup> Cf. *supra*.

<sup>15</sup> Éric Bélouet, Tangy Cavalin, « La composante chrétienne du PSU : une mosaïque éclatée », *op. cit.*

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

s'exprime moins en termes de groupe d'appartenance que de groupe de référence<sup>16</sup> » – qu'est ensuite l'Union de la gauche socialiste (UGS). Née en 1957 avec le combat contre la guerre d'Algérie comme ciment, c'est une sorte de confédération de minoritaires venus de toute la gauche. Ainsi le MLP, la Nouvelle Gauche et la majorité de la Nouvelle République fusionnent-ils dans l'UGS avant que cette dernière ne rejoigne le Parti socialiste autonome (PSA) en 1960 pour fonder le Parti socialiste unifié (PSU).

### **Les villes ouvrières, « terres de mission<sup>17</sup> » et lieux de confrontation avec la crise aiguë du logement et d'acquisition d'un *habitus* militant fondé sur la révision de vie et le « voir-juger-agir »**

De manière générale, les fondateurs de l'ADELS ont, par leurs engagements dans la Cité, cherché d'abord à faire advenir une Église-institution, non pas « instituée » mais « instituant<sup>18</sup> », c'est-à-dire capable de susciter l'éclosion d'expériences nouvelles et de favoriser des dynamiques de recherche et de changement, au risque de la désillusion, de la rupture et de l'éloignement. Les Fils de la Charité – en particulier les abbés Michonneau, Rétif et Thivollier à Colombes<sup>19</sup> pour Roger Beaunez et Georges Gontcharoff – et les prêtres de la MDF<sup>20</sup> ont incarné à leurs yeux une théologie de l'action comme donnée constituante de la vie, et c'est avec eux qu'ils ont arpenté et lu la Ville, ses banlieues ouvrières et ses quartiers. L'un des buts majeurs était de sortir du bâtiment de l'église pour aller vers le peuple, vers les habitants d'un quartier. L'action de quartier se concrétise par le porte-à-porte des prêtres qui, au cours de l'année, ont à cœur de visiter toutes les habitations, par des réunions de voisinage au domicile d'un croyant. D'autres actions concrètes soudent les solidarités de voisinage : lutte et squattage pour le logement décent<sup>21</sup>, distribution alimentaire et de charbon, coopératives d'achats (Tamburini), ou encore opération colis de Noël pour les familles les plus démunies. C'est fort logiquement l'habitat qui préoccupa au premier chef les fondateurs de l'ADELS, eux-mêmes personnellement touchés<sup>22</sup> par la crise aiguë et persistante du mal-logement. Le thème principal des années 1961 et 1962 du bulletin mensuel de l'ADELS – *Correspondance municipale (CM)* – est d'ailleurs consacré, aux visages de cette crise du logement sur le plan

<sup>16</sup> Jean-Marc Donegani, Marc Sadoun, « Le triangle incertain ou les logiques de la représentation politique », dans Yves Mény (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, FNSP, 1991, p. 28.

<sup>17</sup> Allusion ici faite à l'ouvrage de 1943 des abbés Daniel et Godin : *La France pays de mission*. Beaunez a fréquenté l'abbé Godin.

<sup>18</sup> Concepts forgés par M. Montuclard, ex-dominicain, animateur principal du mouvement Jeunesse Jeunesse de l'Église (JDE), « réduit » à l'état de laïc et devenu universitaire, dans *Orthodoxies. Esquisses sur le discours idéologique et le croire chrétien*, Paris, Le Cerf, 1977.

<sup>19</sup> Cf. Brigitte Bleuzen, « L'engagement social catholique en banlieue. L'exemple des Fils de la Charité », *Annales de la recherche urbaine*, n° 96, 2004.

<sup>20</sup> La paroisse Saint-Hippolyte dans le 13<sup>e</sup> arrondissement sera un des hauts-lieux du progressisme mais aussi celle de la naissance de l'Association pour le développement et l'aménagement du 13<sup>e</sup> arrondissement (ADA 13) dans lesquels des membres de l'ADELS s'investiront ([www.ada13.com](http://www.ada13.com)).

<sup>21</sup> Michel Chauvière, Bruno Duriez (dir.), *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement*, *Cahiers du GRMF*, n° 7, 1992.

<sup>22</sup> Selon le témoignage de Georges Gontcharoff, Roger Beaunez a vécu avec sa famille dans un baraquement sur un terrain paroissial à Colombes.

national et aux réflexions pour y remédier<sup>23</sup>. De leur côté, Claude Néry ou Louis Houdeville s'illustrent rapidement comme militants et experts du logement social.

Mais entre-temps, de 1950 et 1957, la crise progressiste voit la hiérarchie ecclésiale mettre au pas sans défaillir toutes les composantes de cette nébuleuse, dont les prêtres-ouvriers étaient le symbole et le bimensuel *La Quinzaine* le porte-parole. Sommés de choisir entre « l'exigence de l'unité de l'action ouvrière et l'exigence de l'unité de l'Église<sup>24</sup> », ces militants doivent pour la plupart renoncer à ce qui était au cœur de leur identité de chrétiens et vont passer d'une référence religieuse à une action politique. Chez eux, il y a non seulement acceptation des valeurs positives du monde moderne, engagement individuel dans les structures sociales et même revendication d'une insertion sociale indépendante des motivations religieuses, mais c'est couplé – ce qui intéresse l'aménagement et l'urbanisme – avec une attention accrue portée au *territoire* précisément, et un éloignement du modèle prosélyte dominant et déterritorialisé de l'Action catholique spécialisée par milieux. Georges Gontcharoff rapporte des propos tenus par l'abbé Michonneau : « La paroisse, ce n'est pas la poignée de fidèles de moins en moins nombreux qui viennent à la messe le dimanche, ce sont tous les habitants du territoire qui m'est confié. »

Il affirme ensuite : « (...) La notion de "territoire" est au cœur de cette conception. Les mouvements d'action catholique sont déterritorialisés, organisant les croyants par catégories sociologiques. La paroisse, au contraire, prend en charge les gens là où ils vivent dans toutes les dimensions de leur vie quotidienne<sup>25</sup>. »

Cette re-spatialisation de l'action est centrale dans les écrits de l'ADELS et la figure du « quartier », omniprésente, peut aussi être lue comme la résurgence du « basisme » paroissial originel. De ce point de vue, les premiers militants de l'ADELS illustrent bien la tension observée<sup>26</sup> entre une fraction de militants restée proche de l'ACO et d'un apostolat par milieu (ouvrier), et une autre, davantage territoriale et interclassiste, rapidement investie dans l'aménagement des quartiers et le cadre de vie.

Formés au sein des mouvements d'action catholique spécialisés, les fondateurs de l'ADELS ont pratiqué la révision de vie. Démarche réflexive, individuelle d'abord, de relecture spirituelle et de mise en récit du quotidien, elle permettait aux militants de lier leur vie, leur action et leur foi. Puis, après qu'ils s'étaient mis en groupe cette fois, leurs observations étaient mises en perspective afin de tenter de résoudre les problèmes rencontrés. La révision de vie illustre donc les relations qui se nouent entre corpus biblique et dogmatique et engagement social. Elle renforce une vision positive du monde soumis à l'action transformatrice de l'homme. Mais parce qu'elle insiste sur l'attention à la vie et le lien avec la foi, elle est inévitablement marquée par

<sup>23</sup> CM publie des articles sur les données essentielles de la crise du logement au plan national, les différentes étapes de la politique nationale du logement depuis la Libération, les différents organismes constructeurs et types de logements (populations en hôtels meublés, personnes âgées, handicapés, rapatriés, foyers de jeunes travailleurs (ex/Nantes), logement des étudiants, etc.).

<sup>24</sup> Intitulé de journées de réflexion qui s'organisent à l'époque de l'appel de Stockholm, de la guerre d'Indochine et des grandes grèves de 1947, rapporté par Sabine Landré, *Elia Perroy. Une femme dans son siècle*, Paris, éditions Temps présent, 2011.

<sup>25</sup> Témoignage de Georges Gontcharoff devant la commission d'histoire préparatoire au cinquantenaire de l'ADELS et développé dans les récits autobiographiques envoyés à l'auteur. Cf. annexes méthodologiques.

<sup>26</sup> Olivier Chatelan, *L'Église et la ville. Le diocèse de Lyon à l'épreuve de l'urbanisation*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 246-247.

les évolutions de la société et des individus<sup>27</sup>. À bien des égards, la révision de vie procède aussi de modalités analogues à la construction, sur un mode itératif et processuel, des politiques publiques qui associent constamment réflexion et action, et dont l'élaboration ou la dénonciation seront au cœur des expertises militantes de l'ADELS.

Avec la révision de vie, l'un des mots d'ordre de la JOC était « Voir, juger, agir ». Ces militants devenus aussi, pour certains au moins, des professionnels de l'urbain au sens large (Palierne, Couvreur, Chaudière, Houdeville, Beaunez, Gontachroff, Néry, etc.) ont tous été mus par un impératif à *agir*, partagé par les mouvements familiaux. Ce mot d'ordre a aisément trouvé écho dans le phasage méthodologique de l'urbanisme en plein essor durant les Trente Glorieuses, qui se veut une science de l'action précédée par l'enquête de terrain et l'enquête statistique mises au service du diagnostic, entendu comme une radiographie révélant l'invisible. À cette date, la publication majeure d'*E&H: La Ville et l'homme*, en 1952, est l'œuvre d'un prêtre havrais, Michel Quoist. Sa démarche intellectuelle et sa pratique d'enquête, la pertinence de son analyse et de sa cartographie d'anciens quartiers rouennais est reprise dans *Le Manuel d'enquête urbaine* de 1955 du père Lebret et continue d'influencer profondément Roger Beaunez, lorsqu'il publie, en 1969, avec la centralienne Lorraine Chenot devenue permanente de l'ADELS, *Villes et citoyens. Méthodes d'enquête pour la connaissance et l'analyse d'une ville*. Ce qu'opèrent les statistiques, les diagrammes et les autres cartes réalisées dans ces différents ouvrages, c'est le passage d'une logique sociale à une logique spatiale qui n'est pas sans annoncer les prémices de la future Politique de la Ville<sup>28</sup>.

### **L'objectif premier de l'ADELS : informer les nouveaux élus dans la foulée des élections municipales de 1959**

Dans les mois précédant la naissance de l'ADELS, quelques chrétiens progressistes correspondant au profil décrit précédemment deviennent conseillers municipaux, la plupart du temps dans des communes communistes. C'est le cas de Louis Alvergnat<sup>29</sup>. Le compagnonnage des chrétiens progressistes avec le PCF a pu être durablement entretenu, tant par des amitiés militantes locales que par le rejeu régulier, à la veille des élections, de la politique de la « main tendue » initiée par Maurice Thorez dans l'entre-deux-guerres, peu avant les élections municipales de 1936. Roger Beaunez s'est ainsi constitué un réseau de quarante à cinquante élus minoritaires MLP, géographiquement dispersés, mus par l'envie de créer une sorte de comité de liaison et porteurs d'une demande d'information et de formation. La plupart sont des associatifs issus de milieux populaires, non formés à la lecture d'un budget municipal par exemple. L'ADELS va leur fournir, non pas une théorie politique ou intellectuelle, mais des réponses opérationnelles et directement applicables via *Correspondance municipale*, dont le sous-titre est d'abord *Document*

<sup>27</sup> Bruno Duriez, « Entre apostolat et action sociale », dans Daniel Pizivin, Robert Strasser (dir.), *Croire, vivre, raconter. La révision de vie, une pratique à réinventer*, Paris, éditions de l'Atelier, 2003, p. 51.

<sup>28</sup> Cf. Maryvonne Prévot, « Les militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la ville des années 1960 à nos jours : un objet pertinent ? », dans *L'Information géographique*, n° 76, mars 2012, p. 11-27 et Thibault Tellier, « L'invention de la politique de la ville en France », *Chrétiens et sociétés*, 21 | -1, p. 33-49.

<sup>29</sup> Ce dernier s'était présenté antérieurement aux élections législatives dans la Loire en 1956 sur une liste « MLP-Nouvelle Gauche » et aux élections cantonales de 1958 sous l'étiquette UGS, mais sans succès.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

*mensuel pour l'information et l'action locale* en 1960, puis *Bulletin d'information sur les problèmes d'action communale, municipale et sociale* en 1961<sup>30</sup> ; et par la publication d'ouvrages. Rapidement, Roger Beaunez anime en effet la collection « Pouvoir local » aux Éditions ouvrières, issues de la JOC. Si l'on en croit Georges Gontcharoff, le dépouillement et le retour aux sources dans l'art et la liturgie qui constituaient le point d'appui préalable à l'invention d'un nouveau langage propre à fonder une approche missionnaire des incroyants a tellement marqué la démarche de Roger Beaunez et les publications de l'ADELS qu'il s'est livré à une analogie entre le renouveau liturgique entrepris par les Fils de la Charité à Colombes et le rôle pédagogique de « traducteur » des choses complexes (textes de lois, rapports officiels, documents techniques ardu), le souci du « niveau de langage » observable dans les publications de l'ADELS et les écrits de Roger Beaunez en général, à l'intention des élus :

« C'est d'abord le langage ésotérique, la langue de bois politique, le parler technocratique qui empêche le peuple d'exercer une citoyenneté active, car il ne peut pas comprendre les dossiers et les enjeux politiques si on ne les traduit pas dans son langage ; de même que le peuple ne peut pas accéder à l'Église si elle parle latin et s'entoure de mystérieux rituels<sup>31</sup>. »

L'ADELS est d'emblée en contact avec Paul Jargot, maire communiste de Crolle dans l'Isère depuis 1953. Partageant avec l'ADELS la conviction qu'il faut accorder une place importante à la formation des élus, il y a créé le Centre de formation communale et sociale, longtemps considéré comme une « antenne » de l'ADELS en Rhône-Alpes, se renvoyant mutuellement les demandes de formations selon un partage des intérêts et des rôles bien compris. En octobre 1964, un numéro de *Correspondance municipale* rend bien compte de la vie municipale à Crolle. Pour contrebalancer les liens de la fascination-rejet avec le PCF, l'ADELS tisse aussi d'emblée des liens étroits et durables à l'Ouest. C'est le cas, par exemple, avec Georges Cano, un ouvrier menuisier devenu technicien du bâtiment, militant à la JOC, à l'ACO, syndicaliste CGT puis CFTC-CDFT, qui devient conseiller municipal à Saint-Jacques de la Lande, dans la banlieue de Rennes. Surtout, les liens sont étroits avec le député-maire MRP de Rennes depuis 1953 : Henri Fréville. Son adjoint à l'urbanisme – le géographe de formation Michel Phliponneau – alimentera de ses conceptions aussi bien l'ADELS que le PSU, puis le PS<sup>32</sup>. Dès 1960, la municipalité Fréville crée l'Office social et culturel dont le futur directeur, Jean Verpraet, actif dans la presse missionnaire de l'arrondissement d'Avesnes (Nord) après-guerre, devenu rennais d'adoption en 1965, est aussi un des inspirateurs de l'ADELS concernant le rôle des associations du secteur social dans les politiques municipales. Dès 1959, il avait publié aux Éditions ouvrières un ouvrage intitulé *Communes d'aujourd'hui* que l'ADELS va faire sien et relayer. Verpraet l'a co-écrit avec Paul

<sup>30</sup> Le siège de l'ADELS est alors chez Jean Mazot à Colombes, qui est aussi le directeur de la rédaction de *CM*. Puis le siège passe à Savigny-sur-Orge chez Pierre Fresson en 1962 et le directeur de rédaction devient Claude Bouvard. Cf. tableau de synthèse.

<sup>31</sup> Témoignage écrit du 12 février 2009 dans le cadre de la préparation des journées d'études des 6 et 12 juin 2009 sur le cinquantenaire de l'ADELS (Paris/CHS).

<sup>32</sup> Lire *Changer la ville pour changer la vie*, La Baule, Éditions Breiz, 1976.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Cornière, du Centre interdisciplinaire des nanosciences (CINAM) de Marseille fondé par Georges Célestin – dans la sphère d'*E&H* –, Francis Houdet et Louis Couvreur<sup>33</sup>. Dès sa naissance, l'ADELS a donc doté son réseau embryonnaire d'un bulletin mensuel. Le journal accompagnant la mise en place d'une nouvelle forme de regroupement est très caractéristique de l'éducation populaire sans être antinomique, tant s'en faut alors, de l'éducation ouvrière. Et la plupart des fondateurs de l'ADELS ont été durablement impliqués dans la presse militante, à commencer par Georges Gontcharoff qui, lorsqu'il militait à la JR, avait appris les facettes du métier de journaliste – rédaction, mise en page, relations avec l'imprimeur, diffusion – en secondant Jacques Nantet, le rédacteur en chef du journal du parti. De même, le souci de formation des militants par l'adoption d'une pédagogie nouvelle est commun à tous les mouvements d'Action catholique, auxquels les fondateurs de l'ADELS ont appartenu. En 1964, l'ADELS est d'ailleurs reconnue en qualité d'association d'éducation populaire.

### **La naissance de l'ADELS : une séquence à replacer dans l'efflorescence des organismes d'études en aménagement et des réflexions sur les pouvoirs locaux**

#### **CRESAP, IAURP, BERU et ADELS : appartenances et expertises croisées**

Certaines des figures fondatrices de l'ADELS jouissent d'emblée d'une réelle proximité avec des hommes clés de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme au plan national, tels que Serge Antoine qui devient très vite, aux côtés de Jérôme Monod et d'Olivier Guichard, l'une des figures emblématiques de la DATAR. Par leurs propres parcours professionnels (Beaunez, Chaudières, Paliérne, Néry, etc.), bon nombre d'entre eux témoignent de liens forts avec les sphères décisionnelles et/ou opérationnelles de l'aménagement et de l'urbanisme. À partir de la seconde moitié des années 1950, en effet, la nécessité de maîtriser la croissance urbaine entraîne la floraison de structures d'études liées aux différentes mais souvent rivales composantes de l'administration centrale : ministère de la Construction, Commissariat général au Plan, Caisse des dépôts et consignations (CDC). Dans cet esprit, avant même la naissance de l'ADELS puis en parallèle de ses premières activités, Claude Néry déclare en préfecture, le 17 mai 1958, la naissance du Centre de recherches économiques de la région parisienne (CRESAP), qui se voulait à la fois centre de recherche et organisme technique. Si les fondateurs du CRESAP (Néry, Fresson, Mazot, Belleville, Couvreur) sont en grande partie les mêmes que ceux de l'ADELS, les convergences ne s'arrêtent pas là. Un courrier de Beaunez à Néry, en date du 1<sup>er</sup> juin 1960, révèle qu'il travaille depuis plus d'un an, avec Claude Bourdet, sur le Plan du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine :

« Je me rends compte – écrit-il – de la multiplicité des problèmes qui dépassent le cadre de ce département. Nous sommes d'ailleurs saisis d'un plan d'aménagement et

---

<sup>33</sup> Cf. *supra*.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

d'organisation de la région parisienne qui prévoit d'importantes transformations<sup>34</sup>. Il est important dans cette perspective d'évolution de se situer à un niveau plus large que la Seine (...). Il nous semble nécessaire et urgent de mettre rapidement en place un instrument qui, sous forme d'association déclarée, aura comme objectif : l'étude des divers problèmes de la région parisienne, la formation de cadres, l'information de la population. À la suite de nombreux contacts, et compte tenu du concours qui nous a déjà été apporté par des militants compétents et spécialisés, nous sommes persuadés que nous avons la possibilité de faire converger des efforts jusqu'ici dispersés et d'associer à cette initiative un bon nombre de techniciens et de militants (...)»<sup>35</sup>. »

Peut-on considérer le CRESAP comme l'anticipation, quelques mois durant, de l'ADELS ? C'est ce que laisse entendre Néry<sup>36</sup>. Un autre courrier, du 20 juin 1960, énumère leurs contacts : l'École moderne et les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), le MLO, la Vie Nouvelle, la Confédération syndicale des familles (CSF), Peuple et Culture, l'Institut de culture ouvrière (ICO), la Confédération générale du logement (CGL) ; tous les organismes qui seront liés à l'ADELS par des partenariats institutionnalisés tout au long de son histoire. S'agissant des « techniciens », c'est la personnalité de Jean-Louis Palierne qui ressort du témoignage initial de Roger Beaunez. Marqué par son expérience des bidonvilles de Nanterre, ce futur membre du Groupe d'action municipale (GAM)<sup>37</sup> de Massy intègre à peu près à la même époque l'équipe de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (IAURP)<sup>38</sup> autour de Paul Delouvrier. Jean-Louis Palierne est aussi la figure de proue, au sein de la CFTC puis d'une CFDT fraîchement déconfessionnalisée, de la structuration et de la défense d'une branche professionnelle nouvelle – celle de l'ingénierie et du conseil – par la création du Bureaux d'études et organismes de réalisation (BETOR)<sup>39</sup>, auquel Roger Beaunez a adhéré. Quant à Louis Couvreur, c'est un transfuge de l'équipe réunie par Paul-Henri Chombard de Lauwe pour son étude *Paris et l'agglomération parisienne*<sup>40</sup>. Membre du CRESAP puis de l'ADELS dès 1961, c'est aussi un salarié du Bureau d'études et de réalisations urbaines (BERU) depuis 1958, embauché pour mettre au point le Plan de modernisation et d'équipement (PME) d'Amiens, ou encore la rénovation urbaine du Petit-Quevilly, commune communiste de la banlieue de Rouen. Max Stern, fondateur du BERU en 1957, est un juif ashkénaze converti au catholicisme. Il a été membre des équipes laïques de la MDF à Paris et avait décidé, un temps, de « s'établir » en usine à Ivry, ville communiste devenue célèbre aux travers des écrits de Madeleine Delbrêl<sup>41</sup>, sur lesquels Georges Gontcharoff s'appuie pour dénoncer la gestion municipale du PCF. Max Stern côtoie alors de très près Jean

<sup>35</sup> Archives de l'OURS, fonds Risacher, Pochette CRESAP.

<sup>36</sup> Témoignage de Claude Néry devant la commission d'histoire préparatoire au cinquantenaire de l'ADELS.

<sup>37</sup> Sur les GAM, lire Gilles Morin, « Les GAM et l'autogestion », dans Frank Georgi (dir.), *L'autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

<sup>38</sup> Cf. Jean-Louis Palierne et alii, *La décentralisation industrielle et le Bassin parisien (jusqu'à 250 km de Paris)*, étude réalisée pour le compte de l'IAURP, sous la direction de Serge Goldberg, en 1966.

<sup>39</sup> Bureaux d'études et organismes de réalisation, archives interfédérales de la CFDT (Paris), cote 1U53.

<sup>40</sup> *Paris et l'agglomération parisienne. L'espace social dans une grande cité. Méthodes de recherches pour l'étude d'une grande cité*, Paris, PUF, 1952.

<sup>41</sup> M. Delbrêl, *Ville marxiste. Terre de mission, rédigé à Ivry de 1933 à 1957*, Paris, Éditions du Cerf, 1957.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Verlhac<sup>42</sup> au sein de l'équipe rédactionnelle bénévole de *La Quinzaine*, mais aussi Pierre Sudreau, Commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région parisienne entre 1954 et 1958, Albin Chalandon et Edgar Pisani. Le marquage politique de Stern et des premiers techniciens du BERU, « à la gauche du Christ », a bien facilité l'obtention de contrats de gros chantiers de rénovation dans des municipalités communistes (Ivry, Aubervilliers, Argenteuil), allant des études pré-opérationnelles méthodologiquement fouillées, à toute la chaîne des phases de réalisation (ingénierie foncière, administrative, financière et juridique)<sup>43</sup>. L'ADELS fonctionne ainsi dès le départ en cercles concentriques de militants et d'experts dont l'existence tient à la multi-appartenance et à la plasticité militante de ses responsables, véritables passeurs d'idées investis dans des réseaux nationaux – au cœur de l'appareil d'État compris<sup>44</sup> – et locaux. Elle multiplie aussi les liens avec les structures qui ont « fabriqué » concrètement la Ville et inventé les outils et les méthodologies de l'urbanisme contemporain, que ce soit en matière de rénovation urbaine, d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ; de résorption de l'habitat insalubre (RHI) ou de planification régionale et d'urbanisme réglementaire.

### **L'ADELS, les GAM et le PSU : un trio d'acteurs plaçant pour des collectivités gouvernées démocratiquement et outillées intellectuellement**

Georges Gontcharoff incarne à lui seul parfaitement le multi-positionnement des fondateurs et militants de l'ADELS : il exerce des responsabilités dans les trois structures/réseaux. Le dépouillement de leur presse respective, à commencer par *Tribune du socialisme* pour le PSU, révèle sans peine leurs thèmes communs de prédilection et la large place accordée, là encore, aux sessions de formation des élus sur les problèmes d'urbanisme organisées avec le CCO, Peuple et Culture, La Vie Nouvelle et Citoyen 60, ou encore le Comité de liaison et d'information des organisations d'usagers de la région parisienne (CLIPAR). Enraciner une vie politique nouvelle sur le plan local et s'appuyer sur les associations qui sont des pépinières de futurs élus : telles sont les vocations initiales de l'ADELS, partagées par un PSU désireux de s'implanter localement pour durer. Avec le logement, le renouveau démocratique couplé à la bonne gestion municipale arrive en tête de leurs préoccupations<sup>45</sup>. Ensemble ils bâtissent un argumentaire assez proche de celui du Club Jean Moulin dans les mêmes années<sup>46</sup>, et ce en réaction au « pouvoir personnel » gaullien tout autant qu'aux pratiques du « socialisme municipal » ou à la « démocratie populaire municipale » du PCF. Un aménagement du territoire démocratique les conduit à rechercher des collectivités locales vivantes, « à taille humaine ». Le principe de subsidiarité, cher aux chrétiens, en est au fondement et

<sup>42</sup> Ce futur adjoint à l'urbanisme d'Hubert Dubedout à Grenoble sera aussi le fondateur de l'agence d'urbanisme d'agglomération (AURG) et de l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) en aménagement et urbanisme.

<sup>43</sup> Témoignage d'André Pescayre, géographe de formation, co-fondateur du BERU venu de Peuple et Culture, dans Thomas Reggazzola, *op. cit.*, p. 38, et Maryvonne Prévot, *Catholicisme social et urbanisme*, *op. cit.*

<sup>44</sup> Les hauts-fonctionnaires Michel Rocard, Gabriel Mignot ou Jean-Pierre Dupont deviendront tour à tour présidents de l'ADELS.

<sup>45</sup> Cf. *Tribune du socialisme*, 25 janvier 1964 et 18 avril 1964.

<sup>46</sup> *Les Citoyens au pouvoir. 12 régions, 2 000 communes*, Paris, Le Seuil, 1968.

doit faire coïncider le niveau où peuvent être valablement prises les décisions et les structures démocratiques qui devraient en avoir la responsabilité. Les collectivités locales devraient être restructurées pour prendre en charge à la fois la gestion d'agglomérations urbaines de plus en plus vastes, mais aussi celles des zones rurales polarisées autour de quelques centres et leurs zones d'influences. Dans la nouvelle distribution des compétences, les communes – collectivités de base – devraient avoir la maîtrise de la planification, des équipements et des services à leur population. La condition concrète de toute décentralisation véritable, même limitée, réside à leurs yeux dans l'existence d'un pouvoir d'expertise placé à la disposition des communes sous la forme de structures d'études et de planification, à l'image des futures agences d'urbanisme. En articulant planification et participation citoyenne, c'est la technicisation locale<sup>47</sup> du politique que défendent au fonds l'ADELS, les GAM et le PSU, avec la nécessaire éducation des classes populaires à la rationalité des aménageurs, parfaitement illustrée par l'ouvrage cité de Roger Beaunez et Lorraine Chenot. S'appuyant sur les travaux de la SORETUR –, la première agence d'urbanisme créée à Rouen en 1963 avec l'aide du BERU, cet ouvrage témoigne une nouvelle fois de ce que l'expertise et la recherche de compétence – héritage d'une tradition ancienne chez les catholiques<sup>48</sup> – sont au cœur de la plasticité des dispositifs militants de l'ADELS et de ses partenaires.

Au terme de cette étude, cantonnée strictement aux années de naissance de l'ADELS, quelques traits saillants nous semblent caractériser la nature et la forme de cette structure en ce qu'ils sont directement hérités de la culture et des milieux chrétiens dont elle est issue. Ainsi la forme prise par l'organisation, à savoir un réseau de réseaux politiques et associatifs, un « carnet d'adresses », une association *pour* militants multi-positionnés par ailleurs bien davantage qu'une association *de* militants se revendiquant d'abord, voire exclusivement, de l'ADELS, ou bien encore un « métier à tisser » du capital social, au sens où Robert Putnam l'a défini<sup>49</sup>, est-elle à relier avec la pratique ancrée de la révision de vie, d'origine jociste, qui engageait tout nouveau militant à établir la carte mentale ouvrière et professionnelle de sa ville, de son quartier mais aussi de son milieu, de sa famille et des relations qu'il entretenait afin de connaître les secteurs où porter les efforts<sup>50</sup>. Pour autant, l'imbrication avec le politique, la déconfessionnalisation de nombreux mouvements ou syndicats dans les années 1960 et, surtout, la volonté chez nombre de ces militants d'agir dans un cadre laïque sans référence à une quelconque étiquette confessionnelle ont rendu assez vite très poreuses et floues les frontières entre ces militants « d'origine chrétienne » et les autres. Elles ont permis le mélange, ultérieur, au sein

<sup>47</sup> Cf. le slogan de la JAC à la libération « La Charité doit devenir technicienne ».

<sup>48</sup> Cf. Denis Pelletier, « 1905-2005. Un siècle d'engagements catholiques », dans Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Denis Pelletier, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Les Catholiques dans la République 1905-2005*, Paris, éditions de l'Atelier, 2005, p. 46-47.

<sup>49</sup> Robert D. Putnam (dir.), *Democracies in Flux. The Evolution of Social Capital in Contemporary Societies*, Oxford University Press, 2002, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000 ; Antoine Bevoit et Michel Lallement, *Le capital social. Performance, équité, réciprocité*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2006.

<sup>50</sup> Témoignage de Jean-Pascal Bonhontal dans « Une politique de l'agir... », *op. cit.*, p. 32.

de l'ADELS, de bien d'autres influences (laïques, libertaires, etc.). L'engagement politique et/ou professionnel a pu, dans de nombreux cas, se substituer à l'engagement religieux, dans d'autres coexister, de manière complémentaire mais irréductible et ne se superposant pas. La plupart de ces militants ont quitté les institutions ecclésiales avec lesquelles ils étaient souvent entrés en désaccord et ont transféré leurs militances dans des causes politiques, sociales ou culturelles et dans des professions dont la Ville a été, à l'évidence, l'un des champs d'action privilégiés. L'étude minutieuse de la naissance de l'ADELS permet d'en comprendre plus finement et concrètement les modalités. L'ADELS est incontestablement née de la volonté d'agir de ces militants d'origine chrétienne, et de faire de la politique autrement<sup>51</sup> en se centrant sur l'échelon local. Associée au PSU puis aux GAM, l'ADELS s'est d'emblée impliquée dans l'information et la formation des élus, accompagnant sa naissance d'un mensuel, de publications et de stages de formation conçus en commun avec des associations proches relevant toutes de l'éducation populaire. Très vite pourtant, l'ADELS, perçue comme une association trop indépendante par rapport au parti, n'est plus restée le lieu privilégié de rassemblement des élus du PSU. Cette diminution du nombre d'élus locaux fréquentant le PSU explique le changement de titre de l'association. D'« association démocratique des élus locaux et sociaux », l'ADELS devient « l'association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale ». Par ailleurs, l'ADELS perd son agrément accordé par le ministère de la Jeunesse et des Sports en 1968, soit quatre années à peine après l'avoir obtenu. Dès lors sa trésorerie ne repose plus que sur les abonnements, les adhésions et les bénéfices engendrés par ces formations. Pour assurer sa survie face aux difficultés financières chroniques, l'ADELS va devoir s'employer à démultiplier ses réseaux. Mais c'est une autre histoire.

## Annexe méthodologique, sources et tableau de synthèse

L'étude de l'ADELS comptait au nombre des trois entrées choisies par le programme « CHRISTIANA. De l'urbanisme au développement, les militants d'origine chrétienne dans la Fabrique de la Ville des années 1960 à nos jours. France/Belgique » (MESHS Lille (USR 3185)/CPER Nord-Pas-de-Calais 2009-2010) conçu et coordonné par l'auteur.

Ce programme a rassemblé géographes/urbanistes, historiens, sociologues, anthropologue de l'urbain, architecte et politistes des laboratoires TVES (Lille 1), CLERSE (Lille 1), CHS (Paris), LAHRA (Lyon), RIVES-ENTPE (Lyon), PACTE (Grenoble), METICE (ULB). Les deux autres entrées étaient les agences d'urbanisme et leurs personnels et les premières générations de militants de l'économie alternative et solidaire (ALDEA/REAS). Cet article s'appuie sur les informations recueillies par Françoise Tétard et la commission d'histoire en charge de la préparation de deux journées d'études sur le cinquantenaire de l'ADELS au cours desquelles trois autres membres de l'équipe de recherche sont intervenus. Il puise aussi dans les écrits autobiographiques envoyés par Georges Gontcharoff à l'auteur par courriel des 14 mai 2014 et 11 février 2015, ainsi que dans un entretien mené par l'auteur, le 23 octobre 2009, en compagnie d'Annelise Dutoit, auteure de deux mémoires de master 1 et 2 sous la direction de l'auteur (*Les notions d'urbanisme et de développement dans les revues de l'ADELS (1977-*

<sup>51</sup> Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, PUR-ADELS, 2005.



Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

2007), mémoire de master 1, 2009 ; *Les réseaux de l'ADELS dans le Nord et en Belgique, des années 1970 à nos jours*, mémoire de master 2, 2011). Il emprunte enfin aux fonds d'archives découverts par l'auteur (BETOR, CRESAP, BERU, ADELS-Rhône-Alpes, etc.) et aux notices existantes ou en cours d'écriture du Maitron (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>) à la rédaction desquelles l'auteur contribue ponctuellement.

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], www.histoire-politique.fr

## Les trajectoires des principaux fondateurs des premiers temps de l'ADELS

Noms	Socialisation chrétienne et engagements syndicaux, associatifs et politiques	Profil professionnel, postes occupés	Fonctions dans l'ADELS
<b>ALVERGNAT</b> Louis (1941-1976)	<p>École chrétienne puis séminaire d'Oullins qu'il quitte en 1931</p> <p>JOC (équipe fédérale Saint-Étienne). S'implique dans la rédaction du <i>Manuel du soldat</i> diffusé par l'ACJF.</p> <p>Épouse en 1940 Lucie Suize, présidente de la JOCF de Haute-Savoie</p> <p>Résistant (maquis jocistes)</p> <p>Secrétaire permanent du MPF (1942-1950) à Lyon puis Paris</p> <p>Responsable MLP département de la Loire (1951)</p> <p>Premier président de la Confédération nationale des associations familiales ouvrières (CNAFO)</p>	<p>Ouvrier spécialisé ; Manutentionnaire, aide de laboratoire, auxiliaire d'intendance dans un lycée</p>	<p>Membre fondateur de l'ADELS</p>
<b>BEAUNEZ</b> Roger (1920-2000)	<p>Résistant (Jeunes chrétiens combattants puis Force unie de la jeunesse patriotique)</p> <p>Actif, avec son épouse Jeannette (JOCF), au sein de la paroisse missionnaire du Petit-Colombes (église du Sacré Cœur), en région parisienne. Mission de Paris</p> <p>ACO et Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et son journal <i>Sillage</i> à Saint-Cloud</p> <p>Mouvement de Libération du Peuple (MLP) à partir de 1954</p> <p>Union pour la gauche socialiste (UGS), comité directeur</p> <p>Conseiller municipal PSU à Colombes, comité directeur du parti, en charge de la mise en place et de l'animation de la commission sur l'action municipale et locale du parti</p> <p>Syndiqué au Bureau d'études et organismes de réalisation (BETOR), une branche spécialisée dans l'ingénierie et le conseil issue de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) puis de la CFDT</p>	<p>Ouvrier et syndicaliste à Colombes et ses environs (plusieurs usines : UGINE-Bronzavia, Renault, La Continentale)</p> <p>Membre du comité Consultatif économique et social de la Région parisienne</p> <p>Secrétaire de Claude Bourdet (secrétaire général de l'UGS) au Conseil municipal de Paris (1959-1971)</p> <p>Salarié à partir de 1971 du Centre de formation permanente des journalistes (CFPJ), rue du Louvre à Paris aux côtés de Louis Guéry (ancien responsable de presse au sein des mouvements familiaux populaires)</p>	<p>Membre fondateur</p> <p>Premier permanent en 1961 et premier président jusqu'en 1963 puis son délégué général jusqu'en 1973.</p> <p>Rédacteur de la revue <i>Correspondance Municipale</i></p> <p>Animateur de la collection « Pouvoir local » aux Éditions ouvrières</p>
<b>BELLEVILLE</b> Pierre (1924-2010)	<p>1<sup>ère</sup> Armée de Libération</p> <p>Proche d'<i>Économie et Humanisme</i> dès 1946</p> <p>Soutien de Claude Bourdet aux législatives de 1951</p> <p>Commission exécutive nationale de la JR (1951-1954)</p> <p>Adhésion MLP (1954) et animateur du</p>	<p>CAP de comptable</p> <p>Journaliste à <i>Monde ouvrier</i> intéressé par les questions de logement, de travail et de modes de vie ouvriers</p> <p>Participe à la fondation de l'Institut de</p>	<p>Membre fondateur</p>

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

	CCO à ce titre et futur fondateur de Culture et Liberté Un des créateurs du PSU	formation des animateurs de collectivités (INFAC)  Proche l'équipe CNRS de P-H. Chombard de Lauwe, il publie en 1964 <i>Une Nouvelle classe ouvrière</i> , chez Julliard	
<b>CHAUDIERES</b> André	JOC Ancien permanent CFTC dans l'Hérault Administrateur du Centre de Culture Ouvrière (CCO)	Vers 1956-1957 rejoint Paris pour diriger la Société d'Economie Mixte d'équipement et d'aménagement de la Seine-et-Oise (SEMEAS) ; urbaniste  Institut National de Formation pour animateurs cadres des collectivités (INFAC)  Directeur du groupe « Logement pour tous », il devient le directeur de SA Hlm Emmaüs en 1984 aux côtés de Claude Néry et Georges Dunand pour qu'elle exerce sa vocation sociale. Il est en charge de la direction générale, la gestion et les finances de la Fondation Abbé Pierre dont le comité de patronage compte d'autres anciens et futurs présidents de l'ADELS (Michel Rocard, Jean-Pierre Dupont)	Vice-président de l'ADELS en 1961  Président de l'ADELS entre 1973 et 1975
<b>CHAZALETTE</b> André (mort en 2009)	MLP/UGS Bureau fédéral Rhône PSU Époux d'Andrée Chazalotte, fondatrice du Groupe de Sociologie Urbaine (GSU) à Lyon, avec l'ex-jésuite Henri Coing, devenu salarié du Centre d'études et de recherche en aménagement et urbanisme (CERAU).  Conseiller municipal PS de Bron délégué à l'insertion sociale et professionnelle et à la vie associative de 1989 à 1995	Ingénieur chez Berliet  Actif, en couple, dans la banlieue lyonnaise, aux côtés de Jean Guichard, ex-MLP puis PSU, enseignant et collaborateur des journaux <i>Perspectives ouvrières</i> et <i>Monde ouvrier</i> puis du <i>Bulletin du Rhône</i>	Fondateur de l'ADELS-Rhône-Alpes en 1963  Président de l'ADELS en 1970-1971
<b>GONTCHAROFF</b> Georges (1929-)	Paroisse missionnaire de Colombes avec Beaunez  Scoutisme, JEC, diffuseur de <i>Témoignage chrétien</i> , proche de la rédaction de <i>La Quinzaine</i>  Équipes enseignantes	École normale d'instituteurs d'Auteuil  Membre du comité politique national (CPN), dès 1963 et du bureau national (BN) à partir de 1966, il anima	Rédaction de <i>Correspondance municipale</i> puis de <i>Territoires</i>

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

	Jeune République, Nouvelle Gauche, UGS, PSU	la commission « cadre de vie », qui construisit une véritable doctrine urbaine et une nouvelle question sociale du logement et de la participation des habitants pour le PSU  Acteur du programme Habitat et Vie sociale (HVS)	
<b>HOUEVILLE</b> Louis (1929- ?)	Nouvelle Gauche UGS CFDT (membre de la commission habitat)	Rédigea un rapport sur les grèves de Nantes pour <i>Le Libérateur</i> en septembre 1955. Rédacteur à <i>Nouvelle Gauche</i> , organe du Mouvement uni de la Nouvelle Gauche (1956-1957) puis à <i>Tribune du peuple</i> , journal de l'UGS (1957)  Spécialiste des questions de logement, il publie en 1969 <i>Pour une civilisation de l'habitat</i> , aux Éditions ouvrières.	
<b>JANODET</b> Henri (1921-1997)	Chrétien progressiste membre du mouvement <i>Jeunesse de l'Église</i> Syndicaliste CGT  Secrétaire de la fédération Seine-Sud de l'UGS en janvier 1960  Trésorier adjoint de la fédération du PSU de la Seine à sa création en avril 1960	Ingénieur à la préfecture de la Seine (service architecture) puis à la ville de Paris	Membre fondateur
<b>JANODET</b> Simone	<i>Jeunesse de l'Église</i> Adhérente UGS puis PSU	Assistante de Claude Bourdet au Conseil municipal de Paris avec Roger Beaunez (1969-1971)  Bibliothécaire (lecture publique) à la Ville de Paris à partir de 1972	Membre fondateur
<b>LONGEOT</b> Henri (1917-2010)	ACO (en Lorraine) responsable diocésain et secrétaire régional aux Associations familiales ouvrières Se rapproche du Front National dans la Résistance MPF (Tamburini). S'occupe des questions de ravitaillement et de logement Mouvement de la Paix; élu CGT-MLP administrateur de la Caisse primaire de Sécurité sociale à Nancy.  Secrétaire général du MLP en 1951 et permanent à Paris; UGS ; PSU (qualifié par Marc Heurgon de "plus politiques des chrétiens")	Ingénieur des Arts et Métiers en 1937 Enseignant à l'École nationale supérieure d'électricité et de Mécanique de Nancy  Inspecteur général de sciences et techniques industrielles	Avait créé le journal <i>Perspectives ouvrières</i> en 1952  Membre fondateur de l'ADELS en 1959

Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

<p><b>MAZOT</b> Jean (?)</p>	<p>Scoutisme Militant au Raincy puis à Colombes UGS (membre de l'exécutif de la fédération de Seine-et-Oise en 1958 puis du comité national)</p>	<p>Impliqué dans la production de la revue <i>Perspectives socialistes</i> en 1960 Fondateur du CRESAP et de sa revue <i>Perspectives nouvelles</i> entre 1958 et 1960</p>	<p>Premier directeur de la rédaction de <i>Correspondance municipale</i> en 1961</p>
<p><b>NERY</b> Claude (1929- ?)</p>	<p>JEC UNEF (groupe Catho) en Droit CFTC (1956) puis CFDT MLP/UGS (Oise)/PSU</p>	<p>École nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM) Salarié du Foyer des fonctionnaires de la famille (FFF) qui gère 5 000 familles en 1963. S'affirme dès lors comme un militant du logement social Fondateur du CRESAP en 1958 avec Mazot Responsable mouvement Abbé Pierre/Emmaüs Secrétaire général d'une société anonyme d'HLM : la Sablière</p>	
<p><b>TAMBURINI</b> Georges (1919-2009)</p>	<p>Épouse en 1941 Lucienne Schneider (JOC) Tous entrent au MPF en 1942 et créent une coopérative d'achat tout en diffusant clandestinement <i>Témoignage chrétien</i>. Prisonnier, évadé, armée de libération, Croix de guerre Proche d'E&amp;H, de <i>La Quinzaine</i> et d'<i>Esprit</i> Permanent MPF en 1945, participe activement à sa déconfessionnalisation Comité national MLP en 1952 Membre du premier Comité politique de l'UGS en 1958 Adhérent CGT, puis CFTC. Il vécut sa transformation/déconfessionnalisation en CFDT</p>	<p>Admissible à l'école normale Adjoint au personnel d'une usine de la Société lyonnaise de textile en 1942 Participe à la gestion de plusieurs organismes créés par le MPF ou le MLP comme la Société hôtelière de Paris Animateur de la revue <i>Perspectives socialistes</i>, ancienne revue du MLP puis de l'UGS qui cesse en 1968 pour être relayée par la revue <i>Confronter</i> créée par le CCO où il intervient comme formateur dans des stages</p>	<p>Membre du conseil d'administration de l'ADELS entre 1964 et 1968.</p>

### L'auteur

Historienne de formation, Maryvonne Prévot est actuellement maître de conférences habilitée à diriger les recherches en aménagement et urbanisme à l'Université de Lille 1. Membre du laboratoire Territoires, villes, environnement et société (TVES EA4477), elle est aussi depuis plusieurs années chercheur associé au Laboratoire Conception Territoire Histoire (LACTH) de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (ENSAPL). Ses travaux récents portent sur les trajectoires militantes et professionnelles dans les champs de l'urbain, passées mais aussi présentes, à l'ère du numérique.

### Résumé

Cette contribution retrace la genèse et les premières années d'existence de l'Association pour la démocratie locale et sociale (ADELS), née en 1959, en dressant le portrait militant et professionnel de ses principaux fondateurs. Issue de mouvance chrétienne progressiste, l'ADELS a pour vocation première d'informer et de former les élus de la "Nouvelle gauche" à travers son bulletin mensuel *Correspondance municipale*. La démocratie locale, le logement social, l'aménagement, l'urbanisme et le cadre de vie sont d'emblée les principales préoccupations de cette structure-réseau relevant de l'éducation populaire.

**Mots clés :** chrétiens progressistes ; "Nouvelle gauche" ; éducation populaire ; logement ; aménagement/urbanisme ; PSU.

### Abstract

This contribution traces the origins and early years of the Association pour la démocratie locale et sociale (ADELS), which was created in 1959, by examining the activist and professional profiles of its main founding members. Originating in the progressive Christian movement, the leading aim of the ADELS was to inform and train the elected officials of the "New Left" through its monthly bulletin, *Correspondance municipale*. Local democracy, social housing, development, urbanism and the living environment immediately became the main concerns of this popular education-type network structure.

**Keywords :** Progressive Christians; "New Left"; Popular Education; Housing; Urbanism; The Unified Socialist Party.

**Pour citer cet article :** Maryvonne Prévot, « La naissance de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) en 1959 : une histoire ou des histoires ? », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne], [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)